

Dans les Deux-Sèvres (France), la mobilisation contre les mégabassines atteint ses objectifs malgré son interdiction... et les lacrymogènes

lundi 31 octobre 2022, par [POINSSOT Amélie](#) (Date de rédaction antérieure : 30 octobre 2022).

Plusieurs milliers de personnes et de nombreux élus ont manifesté, samedi 29 octobre, à Sainte-Soline, contre le plus gros projet en cours de mégabassine, pour dénoncer l'accaparement de l'eau par l'agro-industrie. À l'appel de 150 organisations, le rassemblement, qui dure depuis plusieurs jours, a été le théâtre de tensions avec les forces de l'ordre.

Sainte-Soline (Deux-Sèvres).- Il est 15 h 15 ce samedi 29 octobre quand plus de deux cents personnes avancent pacifiquement au milieu de l'immense cratère de Sainte-Soline. Après avoir marché au pas de course depuis le camp de base, à deux kilomètres de là, déjoué plusieurs barrages de police et traversé des nuages lacrymogènes, dérouter les forces de l'ordre par la progression de trois cortèges distincts à travers champs, une partie de la foule manifestante a atteint son but : pénétrer à l'intérieur du chantier très protégé de la dernière mégabassine en cours d'aménagement dans les Deux-Sèvres.

Cette gigantesque excavation artificielle, couverte de cailloux calcaires et bordée de massifs remblais encore inachevés, doit accueillir, pendant l'hiver, de l'eau pompée dans les nappes phréatiques afin de constituer une réserve pour arroser, l'été, les cultures irriguées du coin, maïs en tête. Avec une emprise au sol de 16 hectares - soit la taille de vingt-deux terrains de foot -, cette mégabassine est la plus grosse jamais construite dans les Deux-Sèvres. Un mur de gaz lacrymogènes chasse toutefois la foule au bout de quelques minutes.

Qu'à cela ne tienne, la manifestation est une réussite aux yeux de celles et ceux qui l'ont organisée : 7 000 personnes selon leurs estimations ont pris part à la marche et ont réussi à s'approcher des grilles du chantier. Et ce malgré l'interdiction du rassemblement par la préfecture, le blocage des routes alentour depuis le matin et une mobilisation impressionnante des forces de l'ordre : quelque 1 600 gendarmes et policiers étaient mobilisés, tandis que plusieurs hélicoptères survolaient la manifestation.

Malins, des activistes avaient commencé à installer le camp dès le début de la semaine et se trouvaient sur place avant que les accès ne soient bloqués. Chapiteaux, barnums, toilettes sèches... et des centaines de tentes ont poussé en quelques jours. La mobilisation se poursuit tout au long du week-end avec des concerts, une « assemblée des luttes », des balades archéologiques et naturalistes... et de nouvelles actions *[lire en boîte noire]*.

« *On voulait quelque chose de festif, un moment sympathique à partager ensemble* », précisait en amont du rassemblement Léna Lazare des Soulèvements de la Terre - l'un des collectifs, avec Bassines non merci et environ 150 autres organisations, à l'origine de l'événement.

Quatrième moment de la mobilisation antibassine après [celle de Mauzé-sur-le-Mignon](#) en septembre 2021, celle de Cramchaban en novembre, puis celle d'Épannes en mars - toutes trois dans le marais poitevin - la marche de Sainte-Soline, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Poitiers, avait pour but d'arrêter le prochain chantier qui démarrerait dans la région. Avec pour demande un moratoire sur la construction de ces équipements destinés à alimenter en eau une poignée d'agriculteurs. Il faut dire qu'entre-temps, un été de sécheresse record a posé avec une nouvelle urgence la question d'une gestion équitable de l'eau et ne fait que conforter les activistes dans leur combat.

« *On lutte contre un projet d'accaparement d'eau*, explique Mélissa Gingreau, l'une des porte-paroles de Bassines non merci. *On s'oppose à la construction de seize mégabassines dans les Deux-Sèvres. Mais si on ne veut pas qu'elles se construisent ici, on veut surtout qu'elles ne se fassent pas ailleurs. Car il s'agit d'une privatisation de l'eau au profit d'une minorité de gens.* »

La bassine de Sainte-Soline est destinée à l'usage de douze exploitants agricoles. Avec son tee-shirt « L'eau est un commun. Protégeons-là, partageons-là », le porte-parole de la Confédération paysanne, Nicolas Girod, défend l'idée qu'une autre agriculture est possible, qui stocke naturellement l'eau dans les sols. « *Les mégabassines, ce sont des outils de l'agro-industrie qui font disparaître paysannes et paysans, tout comme les fermes-usines, les produits de synthèse, les OGM... Pomper une eau qui a réussi à s'infiltrer dans les sols est un non-sens écologique. Ce qu'il faut, c'est sortir des pratiques de monocultures intensives et retrouver [des sols](#) qui ne soient plus stériles.* »

Philippe Beguin, l'agriculteur qui a prêté le terrain pour le campement militant, a précisément fait ce chemin quand, il y a quelques années, il s'est fâché avec les concepteurs d'une autre mégabassine du secteur. « *Ils ne répondaient pas précisément à mes questions. Or moi j'avais fait mes calculs, j'avais vu qu'avec les charges d'emprunt liées à cet équipement, on ne gagnerait pas plus d'argent en faisant du maïs irrigué qu'en faisant du blé en culture sèche* », raconte-t-il à Mediapart.

Il a fini par claquer la porte, remettant en cause le système dans lequel il était. « *Je ne suis pas fier de ce que je faisais... Mais les paysans, on a été tellement formatés ! Beaucoup de mes voisins critiquent mon retournement, mais j'observe qu'avec la médiatisation du combat contre les mégabassines, certains changent aussi d'avis.* »

Aujourd'hui, Philippe a mis l'une de ses parcelles en jachère, car elle se trouve, entre mai et septembre, sur la zone de nidification d'un oiseau migrateur : l'outarde canepetière. Et là où il faisait du maïs et du tournesol irrigués, il fait désormais pousser du blé et du millet blanc destiné à l'alimentation d'oiseaux. Il a conservé un peu de tournesol et de maïs, mais « *seulement là où il y a les bonnes terres profondes, sans irrigation, quitte à faire la moitié du rendement* », dit-il.

C'est bien à cette « *agriculture de qualité* », et non pas à « *une agriculture destructrice de la faune et de la flore* », qu'il faut parvenir, estime Lisa Belluco, députée EELV (Europe Ecologie Les Verts) de la 1^{re} circonscription de la Vienne - circonscription voisine de celle de Sainte-Soline avec laquelle elle partage le même bassin versant. « *Dans le secteur, ce sont 31 mégabassines que la préfecture veut faire passer. Si nous gagnons ici, nous gagnerons pour les autres projets. Si l'on prend en compte tous les usagers de l'eau, on voit bien que ce système ne peut pas fonctionner dans un contexte de changement climatique.* »

Comme elle, Manon Meunier, élue LFI (La France insoumise) à l'Assemblée nationale sur la Haute-Vienne, est venue manifester pour, dit-elle, « *faire bifurquer l'agriculture* ». « *Il faut investir dans la [transition agroécologique](#), dans une agriculture intensive en emploi.* »

Lors de son intervention en juillet dernier devant la commission Développement durable et aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, la climatologue coprésidente du Giec Valérie Masson-Delmotte ne disait pas autre chose. « *Ces simples politiques de substitution et de bassines ne seront pas à l'échelle par rapport aux besoins, [indiquait](#) la scientifique. [...] Là, on peut être dans des cas de mal-adaptation parce que l'on créerait du stockage et [...] on accentuerait le niveau de réduction des nappes. Il faut aussi se projeter sur ce que nécessiterait une adaptation à l'échelle d'ici à 2050, et là on se rend compte qu'on aura besoin de toute manière de changement dans les systèmes de production pour réduire les besoins d'irrigation, et pour parvenir du coup à un meilleur équilibre avec le climat tel qu'il évolue.* »

Dans les rangs militants, au-delà des organisations et des syndicats – des députés européens, le NPA (Nouveau parti anticapitaliste), la CGT et Solidaires sont également présents – on trouve aussi des gens des environs, secoués par l'« *éco-anxiété* », choqués par l'impasse dans laquelle nous conduit l'agro-industrie.

C'est le cas de Pascale et Clara Niveau, mère et fille présentes depuis le début du mouvement. « *Mes grands-parents étaient de petits paysans à quelques kilomètres d'ici, je suis attachée à cette paysannerie, ça fait de la peine de voir ce que devient la terre...* », déplore Pascale. Clara, étudiante aux Beaux-Arts à Poitiers, porte dans son dos un panneau composé de tissus de récup' avec les mots « *eau voleur* ». « *J'essaie d'allier mon travail artistique avec ces sujets, dit-elle. Cela me préoccupe beaucoup...* »

Aïssate Ba, elle, est venue de plus loin avec un petit groupe militant originaire des Vosges. C'est la première fois que la chanteuse participe à une mobilisation contre les mégabassines. « *Nous nous battons contre [Vittel et ses déchets plastiques](#) qui polluent les nappes phréatiques vosgiennes, raconte-t-elle à Mediapart. C'est tout aussi injuste que ce qui se passe ici.* »

Au cours de la marche vers la mégabassine, cible de nombreuses bombes lacrymogènes lancées dans les airs par les forces de police, de bombes assourdissantes, de grenades de désencerclement et de tirs de LBD planait la mort de Rémi Fraisse sous un tir de grenade, il y a précisément huit ans au cours de la contestation du barrage de Sivens. Hier, 50 personnes ont été blessées dans le cortège, parmi lesquelles cinq sont hospitalisées, indique la coordination de Bassines non merci. La police, de son côté, fait état de 61 blessés.

Cette mobilisation grandissante et rejointe par de nombreux politiques finira-t-elle par être entendue ? Pour l'heure, le conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, présidé par le socialiste Alain Rousset, continue de [soutenir le modèle des mégabassines](#), qui bénéficie d'importants financements publics.

Quelques heures avant le début de la marche, Christophe Béchu, le ministre de la transition écologique, enfonçait le clou, avançant que les bassines étaient une solution face à la sécheresse. « *On a la moitié des départements de France encore en situation de sécheresse. L'agriculture est en première ligne, et il nous faut des alternatives pour continuer à nourrir les Français* », déclarait-il samedi matin [sur France Inter](#).

Amélie Poinssot

Boîte noire

Actualisation le 30 octobre à 21h30 :

Une nouvelle action s'est déroulée dimanche après-midi à Sainte-Soline. Des militants ont creusé et démonté une canalisation identifiée comme faisant partie du réseau de pompage de la mégabassine en construction. Une « *tour d'observation* » a également été montée afin de surveiller l'avancée du chantier.

« Il y a quelque chose de très choquant. Si chacun va chez le voisin dont il n'aime pas le projet et détruit, on n'est plus en démocratie parce que c'est la loi du plus fort qui s'impose. [...] C'est une forme d'apologie de la violence et du "on fait ce qu'on veut" dans des projets qui sont démocratiquement installés », a réagi le ministre de l'agriculture, Marc Fesneau, sur BFM TV.

P.-S.

• MEDIAPART. 30 octobre 2022 à 12h42 :

<https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/301022/dans-les-deux-sevres-la-mobilisation-contre-les-megabassines-atteint-ses-objectifs-malgre-son-interdicti>

Les photos qui illustrent le reportage d'Amélie Poinssot ne sont pas reproduites ici.

Les articles de Amélie Poinssot sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/amelie-poinssot>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>